

Rapport financier 2016 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Pincourt _____

Code géographique : 71070 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nathalie Boisvert, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Pincourt pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes
au budget de Pincourt pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-14 .
(Date)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2017-07-31

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Pincourt et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Pincourt et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Pincourt inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2017-07-31

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalisations 2015	Budget 2016	Réalizations 2016		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	18 129 964	17 975 700	17 711 701		17 711 701
Compensations tenant lieu de taxes	2	330 028	332 400	324 676		324 676
Quotes-parts	3				1 334 581	
Transferts	4	217 777	184 900	203 321	416 659	619 980
Services rendus	5	854 192	1 077 600	964 250	318 255	1 282 505
Imposition de droits	6	1 053 179	490 200	1 207 799		1 207 799
Amendes et pénalités	7	91 396	116 400	89 646		89 646
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	263 444	220 500	275 193	7 881	283 074
Autres revenus	10	148 472	8 000	76 151	26 910	103 061
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	21 088 452	20 405 700	20 852 737	2 104 286	21 622 442
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	470 444		178 799	17 516	196 315
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	16					
Autres	17	119 359		6 181		6 181
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18					
	19	589 803		184 980	17 516	202 496
	20	21 678 255	20 405 700	21 037 717	2 121 802	21 824 938
Charges						
Administration générale	21	2 247 496	2 331 600	2 199 836	72 911	2 272 747
Sécurité publique	22	3 040 866	3 332 900	2 984 475	142 196	3 126 671
Transport	23	3 381 813	3 920 775	3 214 467	917 479	5 243 044
Hygiène du milieu	24	4 119 951	4 619 700	4 033 173	1 041 210	5 091 536
Santé et bien-être	25	108 907	109 000	107 177		107 177
Aménagement, urbanisme et développement	26	601 045	669 355	616 486	3 352	619 838
Loisirs et culture	27	3 091 719	3 658 310	3 136 626	312 751	3 449 377
Réseau d'électricité	28					
Frais de financement	29	457 243	547 460	408 606		526 462
Effet net des opérations de restructuration	30					
Amortissement des immobilisations	31	2 270 326	2 345 704	2 489 899	(2 489 899)	
	32	19 319 366	21 534 804	19 190 745		2 580 688
Excédent (déficit) de l'exercice	33	2 358 889	(1 129 104)	1 846 972		(458 886)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 358 889	(1 129 104)	1 846 972	(458 886)		1 388 086	
Moins: revenus d'investissement	2	(589 803)	()	(184 980)	(17 516)	()	(202 496)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 769 086	(1 129 104)	1 661 992	(476 402)		1 185 590	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	2 270 326	2 345 704	2 489 899	403 043		2 892 942	
Produit de cession	5	2 900		39 550			39 550	
(Gain) perte sur cession	6	2 879		(17 709)	15		(17 694)	
Réduction de valeur / Reclassement	7	(1 060 836)						
	8	1 215 269	2 345 704	2 511 740	403 058		2 914 798	
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9	23 074						
Réduction de valeur / Reclassement	10	1 060 836						
	11	1 083 910						
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats								
Remboursement ou produit de cession	12	19 085						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	22 405		29 149			29 149	
	15	41 490		29 149			29 149	
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16							
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 741 606)	(1 222 800)	(1 098 290)	(280 339)	()	(1 378 629)	
	18	(2 741 606)	(1 222 800)	(1 098 290)	(280 339)		(1 378 629)	
Affectations								
Activités d'investissement	19	(305 723)	(29 700)	(196 862)	(3 577)	()	(193 285)	
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	1 295 113	347 700	183 735	6 549		190 284	
Excédent de fonctionnement affecté	21	386 574		567 360	11 494		578 854	
Réserves financières et fonds réservés	22	(211 231)	(311 800)	(260 788)	338 664		77 876	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(7 739)		(14 763)			(14 763)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	1 156 994	6 200	278 682	360 284		638 966	
	26	756 057	1 129 104	1 721 281	483 003		2 204 284	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	2 525 143		3 383 273	6 601		3 389 874	

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	589 803			184 980	17 516	202 496
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(142 023)	(122 900)	(108 701)	()	()	(108 701)
Sécurité publique	3	(889 936)	(118 500)	(150 624)	()	()	(150 624)
Transport	4	(571 179)	(1 440 100)	(4 835 787)	(13 939)	()	(4 849 726)
Hygiène du milieu	5	(998 507)	(300 000)	(389 640)	(41 742)	()	(431 382)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(5 959)	()	(4 164)	()	()	(4 164)
Loisirs et culture	8	(223 917)	(535 700)	(191 249)	()	()	(191 249)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()
	10	(2 831 521)	(2 517 200)	(5 680 165)	(55 681)	()	(5 735 846)
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	(61 201)	()	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats							
Émission ou acquisition	12	(37 836)	()	(37 836)	()	()	(37 836)
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	104 759		1 195 000			1 195 000
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	305 723	29 700	196 862	(3 577)		193 285
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15	273 125		196 538			196 538
Excédent de fonctionnement affecté	16	37 005		12 398			12 398
Réserves financières et fonds réservés	17	326 756		272 514	41 742		314 256
	18	942 609	29 700	678 312	38 165		716 477
	19	(1 883 190)	(2 487 500)	(3 844 689)	(17 516)		(3 862 205)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(1 293 387)	(2 487 500)	(3 659 709)			(3 659 709)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Réalizations 2015	Budget 2016	Réalizations 2016		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 358 889	(1 129 104)	1 846 972	(458 886)	1 388 086
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(2 831 521)	(2 517 200)	(5 680 165)	(55 681)	(5 735 846)
Produit de cession	3	2 900		39 550		39 550
Amortissement	4	2 270 326	2 345 704	2 489 899	403 043	2 892 942
(Gain) perte sur cession	5	2 879		(17 709)	15	(17 694)
Réduction de valeur / Reclassement	6	(1 060 836)				
	7	(1 616 252)	(171 496)	(3 168 425)	347 377	(2 821 048)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	1 022 709				
Variation des stocks de fournitures	9	12 205		(32 852)	(10 746)	(43 598)
Variation des autres actifs non financiers	10	(58 358)		50 422	(4 753)	45 669
	11	976 556		17 570	(15 499)	2 071
	12	1 719 193	(1 300 600)	(1 303 883)	(127 008)	(1 430 891)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 719 193	(1 300 600)	(1 303 883)	(127 008)	(1 430 891)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice						
Solde déjà établi	15	(7 134 076)		(5 414 883)	(3 473 493)	(8 888 376)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16					
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17					
Solde redressé	18	(7 134 076)		(5 414 883)	(3 473 493)	(8 888 376)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(5 414 883)		(6 718 766)	(3 600 501)	(10 319 267)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>2015</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
		Administration	municipale	municipale	Organismes	consolidé ¹
					contrôlés	
ACTIFS FINANCIERS						
Encaisse	1	8 825 814	12 067 326	1 380 568	13 447 894	
Débiteurs (note 5)	2	5 473 059	5 240 509	961 322	5 070 940	
Prêts (note 6)	3					
Placements de portefeuille (note 7)	4	75 550	84 237		84 237	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6					
Autres actifs financiers (note 9)	7					
	8	14 374 423	17 392 072	2 341 890	18 603 071	
PASSIFS						
Découvert bancaire	9					
Emprunts temporaires (note 10)	10	4 593 905	7 878 371		7 878 371	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 527 978	2 403 242	1 667 481	2 939 832	
Revenus reportés (note 12)	12	354 090	477 590		477 590	
Dettes à long terme (note 13)	13	13 313 333	13 351 635	4 274 910	17 626 545	
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14					
	15	19 789 306	24 110 838	5 942 391	28 922 338	
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(5 414 883)	(6 718 766)	(3 600 501)	(10 319 267)	
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations (note 15)	17	52 403 372	55 571 797	8 230 190	63 801 987	
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	2 133 489	2 133 489		2 133 489	
Stocks de fournitures	19	62 465	95 317	22 273	117 590	
Autres actifs non financiers (note 17)	20	179 379	128 957	29 071	158 028	
	21	54 778 705	57 929 560	8 281 534	66 211 094	
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	3 100 983	5 443 871	485 296	5 929 167	
Excédent de fonctionnement affecté	23	6 390 639	6 145 993	69 815	6 215 808	
Réserves financières et fonds réservés	24	978 902	1 320 845	104 246	1 425 091	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(18 245)	(3 482)		(3 482)	
Financement des investissements en cours	26	(2 913 496)	(6 601 874)	10 850	(6 591 024)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	41 825 039	44 905 441	4 010 826	48 916 267	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28					
	29	49 363 822	51 210 794	4 681 033	55 891 827	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 358 889	1 846 972	(458 886)	1 388 086
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	2 270 326	2 489 899	403 043	2 892 942
Autres					
- Réduction valeur placement	3	22 405	29 149		29 149
- Gain/perte immo.	4	2 879	(17 709)	15	(17 694)
	5	4 654 499	4 348 311	(55 828)	4 292 483
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(326 618)	232 550	(490 937)	586 655
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(82 136)	875 264	917 121	947 343
Revenus reportés	9	9 880	123 500		123 500
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs					
Propriétés destinées à la revente	11	(38 127)			
Stocks de fournitures	12	12 205	(32 852)	(10 746)	(43 598)
Autres actifs non financiers	13	(58 358)	50 422	(4 753)	45 669
	14	4 171 345	5 597 195	354 857	5 952 052
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	2 831 521 ) (	5 680 165 ) (	55 681 ) (	5 735 846)
Produit de cession	16	2 900	39 550		39 550
	17	(2 828 621)	(5 640 615)	(55 681)	(5 696 296)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats					
Émission ou acquisition	18 (	37 836 ) (	37 836 ) (	) (	37 836)
Remboursement ou cession	19	19 085			
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 () () () ()
Cession	21				
	22	(18 751)	(37 836)		(37 836)
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	23	104 759	1 195 000		1 195 000
Remboursement de la dette à long terme	24 (	2 812 519 ) (	1 171 167 ) (	316 825 ) (	1 487 992)
Variation nette des emprunts temporaires	25	1 890 206	3 284 466		3 284 466
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme					
Autres	26	20 343	14 469	15 585	30 054
-	27				
-	28				
	29	(797 211)	3 322 768	(301 240)	3 021 528
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	8 299 052	8 825 814	1 382 632	10 208 446
Solde déjà établi	32				
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	33	8 299 052	8 825 814	1 382 632	10 208 446
Solde redressé	34	8 825 814	12 067 326	1 380 568	13 447 894
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)					

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Réalisations 2016</u>	<u>Total consolidé¹</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés		
Rémunération	1	5 451 305	5 917 700	5 771 640	346 879	6 118 519
Charges sociales	2	1 175 660	1 268 800	1 189 631	87 373	1 277 004
Biens et services	3	6 670 683	6 267 900	6 639 898	1 200 298	7 840 196
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	423 969	505 900	377 866	112 153	490 019
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	16 111		15 203	3 610	18 813
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	17 163	41 560	15 537	2 093	17 630
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	2 949 507	2 676 340	2 389 920		1 055 339
Transferts	10					
Autres	11					
Autres organismes						
Transferts	12					
Autres	13	299 836	2 469 500	330 256	425 239	755 495
Amortissement des immobilisations	14	2 270 326	2 345 704	2 489 899	403 043	2 892 942
Autres						
- Autres	15	44 806	41 400	(29 105)		(29 105)
-	16					
-	17					
	18	19 319 366	21 534 804	19 190 745	2 580 688	20 436 852

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015
Revenus				
Taxes	1	17 975 700	17 711 701	18 129 964
Compensations tenant lieu de taxes	2	332 400	324 676	330 028
Quotes-parts	3			
Transferts	4	663 149	816 295	1 013 010
Services rendus	5	1 433 652	1 282 505	1 247 447
Imposition de droits	6	490 200	1 207 799	1 053 179
Amendes et pénalités	7	116 400	89 646	91 396
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	221 664	283 074	273 582
Autres revenus	10	8 000	109 242	293 925
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	21 241 165	21 824 938	22 432 531
Charges				
Administration générale	14	2 390 539	2 272 747	2 305 088
Sécurité publique	15	3 479 213	3 126 671	3 170 944
Transport	16	5 706 089	5 243 044	4 953 928
Hygiène du milieu	17	5 580 320	5 091 536	4 959 142
Santé et bien-être	18	109 000	107 177	108 907
Aménagement, urbanisme et développement	19	675 733	619 838	602 643
Loisirs et culture	20	3 944 557	3 449 377	3 347 486
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	650 743	526 462	585 825
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	22 536 194	20 436 852	20 033 963
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(1 295 029)	1 388 086	2 398 568
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		54 503 741	52 177 093
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27			(71 920)
Solde redressé	28		54 503 741	52 105 173
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		55 891 827	54 503 741

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget	Réalizations	
		2016	2016	2015
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 295 029)	1 388 086	2 398 568
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	2 523 881 ) (	5 735 846 ) (	2 869 360)
Produit de cession	3		39 550	2 900
Amortissement	4	2 756 688	2 892 942	2 676 995
(Gain) perte sur cession	5		(17 694)	2 879
Réduction de valeur / Reclassement	6			(1 060 836)
	7	232 807	(2 821 048)	(1 247 422)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			1 022 709
Variation des stocks de fournitures	9		(43 598)	14 743
Variation des autres actifs non financiers	10		45 669	(57 776)
	11		2 071	979 676
	12	(1 062 222)	(1 430 891)	2 130 822
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 062 222)	(1 430 891)	2 130 822
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(8 888 376)	(11 019 198)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(8 888 376)	(11 019 198)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(10 319 267)	(8 888 376)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	13 447 894	10 208 446
Débiteurs (note 5)	2	5 070 940	5 657 595
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	84 237	75 550
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	18 603 071	15 941 591
PASSIFS			
Découvert bancaire	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	7 878 371	4 593 905
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 939 832	1 992 489
Revenus reportés (note 12)	12	477 590	354 090
Dette à long terme (note 13)	13	17 626 545	17 889 483
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	28 922 338	24 829 967
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(10 319 267)	(8 888 376)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	63 801 987	60 980 939
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	2 133 489	2 133 489
Stocks de fournitures	19	117 590	73 992
Autres actifs non financiers (note 17)	20	158 028	203 697
	21	66 211 094	63 392 117
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	55 891 827	54 503 741

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 388 086	2 398 568
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 892 942	2 676 995
Autres			
- Réduction valeur placement	3	29 149	22 405
- Gain/Perte immob.	4	(17 694)	2 879
	5	4 292 483	5 100 847
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	586 655	(96 702)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	947 343	(93 545)
Revenus reportés	9	123 500	9 880
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		(38 127)
Stocks de fournitures	12	(43 598)	14 743
Autres actifs non financiers	13	45 669	(57 776)
	14	5 952 052	4 839 320
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(5 735 846)	(2 869 360)
Produit de cession	16	39 550	2 900
	17	(5 696 296)	(2 866 460)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	(37 836)	(37 836)
Remboursement ou cession	19		19 085
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	(37 836)	(18 751)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23	1 195 000	104 759
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 487 992)	(3 378 353)
Variation nette des emprunts temporaires	25	3 284 466	1 890 206
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	30 054	36 238
Autres			
-	27		
-	28		
	29	3 021 528	(1 347 150)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	3 239 448	606 959
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	10 208 446	9 601 487
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	10 208 446	9 601 487
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	34	13 447 894	10 208 446

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est organisée et existe en vertu des lois de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil. La ville est responsable des activités municipales à caractère local.

La ville fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, regroupant 23 municipalités qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La MRC a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur en 1982. Les dépenses de la MRC, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 8,7% des sommes à répartir entre les municipalités.

La ville fait partie également de la Communauté métropolitaine de Montréal, organisme regroupant 82 municipalités, qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de la C.M.M. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 0,31 % des sommes à répartir entre les municipalités.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe aux deux partenariats suivants : le Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île et la Régie de l'eau de l'île-Perrot.

Les comptes de la ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île pour l'exercice est de 25,08 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 18,02 % en début d'exercice à 15,75 % à la fin de l'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie de l'eau de l'Île-Perrot pour l'exercice est de 48,57 % pour la consommation et 53,23 % pour les débits réservés alors qu'il était respectivement de 48,12 % et 53,23 % en 2015.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville de Pincourt excluant les organismes qu'elle contrôle.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;

- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Pincourt, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente et la durée d'utilité des immobilisations.

C) Actifs financiers

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

D) PassifsFrais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

E) Actifs non financiersAutres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon les méthodes et les périodes suivantes :

Infrastructures	linéaire	10,15,20 et 40 ans
Bâtiments	linéaire	15,30 et 40 ans
Améliorations locatives	linéaire	10 ans
Véhicules	linéaire	10 et 20 ans
Ameublement, équipement de bureau	linéaire	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	linéaire	5,10 et 20 ans
Véhicules-Régie de l'eau de l'Ile-Perrot	dégressif	30%

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

des livres.

F) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville, la régie et le conseil intermunicipal de transport, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par le conseil intermunicipal de transport, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 876 281	1 866 820
Placements de portefeuille	2		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	498 878	997 632
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	2 866 501	2 744 636
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	281 980	336 560
Organismes municipaux	7	975 590	884 157
Autres			
- Droits de mutation	8	219 962	324 424
- Autres	9	228 029	370 186
	10	5 070 940	5 657 595
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	566 811	676 174
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14	566 811	676 174
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15	63 205	101 139
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20		
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	84 237	75 550
Autres placements	23		
	24	84 237	75 550
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			
Fonds de franchise- UMQ			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27 (_____)	(_____)
	28	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30	
Régimes à cotisations déterminées	31 253 286	241 613
Autres régimes (REER et autres)	32 3 618	3 887
Régimes de retraite des élus municipaux	33 34 141	27 647
	34 291 045	273 147
Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.		

Note

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35	
Autres	36	
	37	

Note**10. Emprunts temporaires**Ville de Pincourt

La ville a négocié auprès de son institution financière plusieurs marges de crédit autorisées à 21 044 119 \$. Ces dernières portent intérêt au taux préférentiel. Le montant utilisé totalisait 7 878 371 \$ au 31 décembre 2016 (2015: 4 593 905 \$). Ces sommes ont été empruntées dans le cadre de règlements d'emprunt pour la réalisation de travaux municipaux.

Régie de l'eau de l'Ile-Perrot

La régie a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit autorisée à 12 587 900 \$. Cette dernière porte intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2016, cette marge n'était pas utilisée (2015: 0 \$). Cette somme a été autorisée dans le cadre d'un règlement d'emprunt pour la réalisation de travaux municipaux.

De plus, la régie a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 500 000\$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2016, cette marge de crédit n'était pas utilisée (2015: 0 \$).

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	38	933 525	770 456
Salaires et avantages sociaux	39	512 590	535 520
Dépôts et retenues de garantie	40	623 487	191 128
Provision pour contestations d'évaluation	41		53 893
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42		
Frais d'assainissement des sites contaminés	43		
Autres			
- Gouvernement du Québec	44	580 223	140 589
- Organismes municipaux	45	138 458	151 968
- Intérêts courus sur dette L-T	46	119 915	118 966
- Autres courus et passifs	47	31 634	29 969
-	48		
	49	2 939 832	1 992 489

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	50	70 291	4 376
Transferts	51	278 819	223 085
Fonds parcs et terrains de jeux	52	20 650	22 666
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	77 951	67 367
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55		
Autres			
- Revenus perçus d'avance	56	2 020	8 737
- Services perçus d'avance	57	27 859	27 859
-	58		
-	59		
	60	477 590	354 090

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

						2016	2015
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	4,40	2017	2039	61	17 469 149	17 665 274
Obligations et billets en monnaies étrangères					62		
Gains (pertes) de change reportés					63		
					64		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					65	2 480	3 213
Organismes municipaux					66		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4,25	6,50	2017	2020	67	197 655	287 164
Autres	3,99	3,99	2017	2017	68	973	7 598
					69	17 670 257	17 963 249
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	(43 712)	(73 766)
					71	17 626 545	17 889 483

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2016</u>				
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>					
2017	72	80	1 721 676	88	91 444	97	1 744	105	1 814 864
2018	73	81	1 243 505	89	91 946	98	561	106	1 336 012
2019	74	82	1 252 789	90	22 905	99	341	107	1 276 035
2020	75	83	1 233 102	91	5 685	100	357	108	1 239 144
2021	76	84	1 244 074	92		101	144	109	1 244 218
2022 et +	77	85	10 774 003	93		102	306	110	10 774 309
	78	86	17 469 149	94	211 980	103	3 453	111	17 684 582
Intérêts et frais accessoires				95	(14 325)			112	(14 325)
	79	87	17 469 149	96	197 655	104	3 453	113	17 670 257

Note

	2016	2015
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	114	(10 319 267)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	()
Autres	116	()
	117	(10 319 267)
		(8 888 376)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	118	14 663 550	146		173		200	14 663 550
Eaux usées	119	40 046 960	147		174		201	40 046 960
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	25 989 855	148	240 535	175		202	26 230 390
Autres	121	7 078 478	149	471 180	176		203	7 549 658
Réseau d'électricité	122		150		177		204	
Bâtiments	123	4 336 016	151		178		205	4 336 016
Améliorations locatives	124	6 310	152		179	(1 442)	206	7 752
Véhicules	125	2 427 594	153	904 827	180	340 518	207	2 991 903
Ameublement et équipement de bureau	126	1 228 152	154	109 454	181	1 680	208	1 335 926
Machinerie, outillage et équipement divers	127	4 006 588	155	357 681	182	10 367	209	4 353 902
Terrains	128	1 845 022	156		183		210	1 845 022
Autres	129	149 063	157		184		211	149 063
	130	<u>101 777 588</u>	158	<u>2 083 677</u>	185	<u>351 123</u>	212	<u>103 510 142</u>
Immobilisations en cours	131	<u>7 464 671</u>	159	<u>3 652 169</u>	186		213	<u>11 116 840</u>
	132	<u>109 242 259</u>	160	<u>5 735 846</u>	187	<u>351 123</u>	214	<u>114 626 982</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	133	6 355 759	161	385 348	188		215	6 741 107
Eaux usées	134	21 733 953	162	879 705	189		216	22 613 658
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	12 403 761	163	648 723	190		217	13 052 484
Autres	136	2 076 557	164	242 327	191		218	2 318 884
Réseau d'électricité	137		165		192		219	
Bâtiments	138	1 879 168	166	108 382	193		220	1 987 550
Améliorations locatives	139	369	167	670	194	(1 010)	221	2 049
Véhicules	140	969 116	168	212 664	195	319 807	222	861 973
Ameublement et équipement de bureau	141	949 012	169	77 950	196	1 233	223	1 025 729
Machinerie, outillage et équipement divers	142	1 744 562	170	337 173	197	9 237	224	2 072 498
Autres	143	149 063	171		198		225	149 063
	144	<u>48 261 320</u>	172	<u>2 892 942</u>	199	<u>329 267</u>	226	<u>50 824 995</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	<u>60 980 939</u>					227	<u>63 801 987</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228	478 416	231		233		235	478 416
Amortissement cumulé	229	(76 384)	232	()	234	()	236	(76 384)
Valeur comptable nette	230	<u>402 032</u>					237	<u>402 032</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	238		
Immeubles industriels municipaux	239		
Autres	240	2 133 489	2 133 489
	241	2 133 489	2 133 489
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	2 133 489	2 133 489

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	244	158 028	150 993
-	245		
-	246		
Autres			
- Rôle d'évaluation	247		52 704
-	248		
	249	158 028	203 697

Note**18. Obligations contractuelles**

Les principaux engagements contractuels de la ville se détaillent comme suit (avant taxes applicables) :

	Montant total	2017	2018	2019	2020
Évaluation municipale	425 142\$	89 636\$	91 428\$	148 956\$	95 122\$
Gestion des boues de la station d'épuration	230 510	113 061	114 622	2 827	
Déchets domestiques	1 095 338	542 959	552 379		
Déneigement	495 187	173 757	173 757	147 673	
Assurance collective	214 663	214 663			

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la ville participe, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

À des fins de comparaison avec les réalisations 2016, certaines données du budget 2016 ont été reclassées.

22. Instruments financiers

S/O

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2016	2015
Encaisse	250	13 447 894	10 208 446
Découvert bancaire	251	()	()
<i>Ajouter</i>			
-	252		
-	253		
-	254		
-	255		
<i>Déduire</i>			
-	256	()	()
-	257	()	()
-	258	()	()
-	259	()	()
-	260	()	()
-	261	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	262	13 447 894	10 208 446

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

263

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

24. Fonds local d'investissement

	2016	2015
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	264	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265	
Autres revenus	266	
	267	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268	
Variation de la provision pour moins-value	269	
	270	
Autres charges	271	
	272	
Excédent (déficit) de l'exercice	273	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	()	()
	279		
	280		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	281		
Revenus reportés	282		
Dette à long terme	283		
	284		
Solde du Fonds local d'investissement	285		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	286		
Supportant les engagements de prêts	287		
Supportant les garanties de prêts	288		
	289		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

25. Fonds local de solidarité**2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	<hr/> 293 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	<hr/> 296 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	<hr/> 299 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	300
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	()	()
	<hr/> 306 <hr/>		
	307		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	<hr/> 311 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	<hr/> 314 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	<hr/> 317 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

26. Transport en commun

En juin 2011, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun de minibus à raison d'un minimum de 1 500 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 60,50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 16 juin 2016 est de 65,90 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 2 925 513 \$, excluant la clause carburant, en 2016.

En juin 2014, l'organisme a signé un engagement échéant le 31 décembre 2022 avec deux options de renouvellement de trois ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autocar à raison d'un minimum de 2 500 heures par an par véhicule pour les 3 premiers autocars assignés, au taux horaire de 122,50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal. Le taux horaire au 1er janvier 2016 est de 126,06 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 1 483 444 \$, excluant la clause carburant, en 2016.

En décembre 2012, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autobus urbains à raison d'un minimum de 2 000 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 99,00 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 16 juin 2016 est de 104,86 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 553 180 \$, excluant la clause carburant, en 2016.

En septembre 2015, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2024 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autobus intermédiaires à raison d'un minimum de 3 000 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 79,50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 1er octobre 2016 est de 76,95 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 675 370 \$, excluant la clause carburant, en 2016.

Bail

Le CIT s'est engagé conjointement avec un autre organisme, en vertu d'un bail d'une durée de 120 mois se terminant le 31 décembre 2021, avec une option de renouvellement de 3 ans, à verser un montant approximatif de 33 126 \$ par année, représentant sa quote-part de cet engagement, pour la location de ses espaces commerciaux.

Ce montant sera indexé annuellement selon le moins élevé de 3% ou de l'augmentation, exprimée en pourcentage, de l'indice des prix à la consommation pour la région métropolitaine de Montréal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

27. Arrêt prévu des activités du CIT la Presqu'Île

Le 19 mai 2016, l'Assemblée Nationale a adopté la Loi 76, «Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal» décrétant l'abrogation de la Loi sur les Conseils Intermunicipaux de Transport (CIT) ainsi que l'abrogation de la Loi sur l'Agence métropolitaine de Transport (AMT), le tout effectif le 31 mai 2017.

Suite à ces abrogations, deux nouvelles entités seront créées, soit l'Autorité Régionale de Transport Métropolitain (ARMT) et le Réseau de Transport Métropolitain (RTM). L'ARTM a pour mission d'assurer, par des modes de transport collectif, la mobilité des personnes sur son territoire, incluant celles à mobilité réduite. À cette fin, l'ARTM planifie, développe, soutient et fait la promotion du transport collectif. Elle favorise l'intégration des services entre les différents modes de transport et augmente l'efficacité des corridors routiers. Le RTM exploite une entreprise de services de transport collectif, incluant le transport adapté pour les personnes handicapées des Couronnes Sud et Nord. Le RTM a compétence exclusive pour exploiter, sur son territoire, une entreprise de services de transport collectif par trains de banlieue.

L'ARTM et le RTM entreront en fonction le 1er juin 2017.

Tous les engagements contractuels en matière de transport collectif du CIT La Presqu'Île seront transférés au RTM.

28. États financiers

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été modifiées ou reclassées.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 5 929 167	3 592 842
Excédent de fonctionnement affecté	2 6 215 808	6 465 333
Réserves financières et fonds réservés	3 1 425 091	1 463 554
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (3 482) (18 245)	
Financement des investissements en cours	5 (6 591 024)	(2 902 646)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 48 916 267	45 902 903
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 55 891 827	54 503 741
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 5 443 871	3 100 983
Organismes contrôlés ¹	10 485 296	491 859
	11 5 929 167	3 592 842
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Engagements et autres dép.	12 2 644 850	3 110 780
- Réserve pour éventualités	13 577 504	239 322
- Réserve budget - exercice sub.	14 261 805	153 000
- Réserve terrains	15 181 400	181 400
- Dépôt MDDELCC	16 7 787	38 796
- Réserve annuité dette L-T	17 2 472 647	2 667 341
-	18	
-	19	
-	20	
	21 6 145 993	6 390 639
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- CIT la Presqu'île	22 52 521	45 906
- Régie de l'eau de l'Île-Perrot	23 17 294	28 788
-	24	
	25 69 815	74 694
	26 6 215 808	6 465 333
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
- CIT la Presqu'île	27	354 010
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32 354 010	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 1 315 786	1 028 908
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale		
- Organismes contrôlés	34	
Montant non réservé		
- Administration municipale	35	
- Organismes contrôlés	36 109 305	80 636
-	37	
Fonds local d'investissement	38	
Fonds local de solidarité	39	
Autres		
-	40	
-	41	
	42 1 425 091	1 109 544
	43 1 425 091	1 463 554

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 () (
Régimes non capitalisés	45 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 () (
Autres	47 () (
Régimes non capitalisés	48 () (
	49 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 () (
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 () (
Autres		
-	53 () (
-	54 () (
	55 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 (	) ( 12 423)
Intérêts sur la dette à long terme	57 (3 482 ) (	) ( 5 822)
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 () (
Utilisation du fonds de roulement	59 () (
Mesure relative aux frais reportés	60 () (
Autres		
-	61 () (
-	62 () (
	63 (3 482 ) (	) ( 18 245)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	65 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 () (
Autres		
-	67 () (
-	68 () (
	69 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres		
-	73	
	74	
	75 (3 482 ) (	) ( 18 245)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	76 10 850	10 850
Investissements à financer	77 (6 601 874 ) (	2 913 496)
	78 (6 591 024)	(2 902 646)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	79 63 801 987	60 980 939
Propriétés destinées à la revente	80 2 133 489	2 133 489
Prêts	81	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82 84 237	75 550
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83	
	84 66 019 713	63 189 978
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	85 17 626 545	17 889 483
Frais reportés liés à la dette à long terme	86 43 712	73 766
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (566 811 ) (	676 174)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 () ()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 () ()
	90 17 103 446	17 287 075
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91	
	92 17 103 446	17 287 075
	93 48 916 267	45 902 903

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53		
Autres hypothèses économiques			
-	54		
-	55		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 _____	57 _____	58 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2016	2015
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 _____	
Passif à la fin de l'exercice	62 (_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 _____	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	() ()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

Le régime de retraite à cotisations déterminées des employés de la Ville de Pincourt a été converti en deux régimes de retraite simplifiés. Dans ces deux régimes, l'employeur et l'employé versent des cotisations qui sont déterminées selon un pourcentage du salaire, soit 6% du salaire de base. Le régime de retraite simplifié destiné aux employés de la ville (cadres) est entré en vigueur le 30 septembre 2005, alors que le régime de retraite simplifié destiné aux employés syndiqués est entré en vigueur le 1er janvier 2006.

Le régime de retraite des employés de la Régie de l'eau de l'île-Perrot est également un régime à cotisations déterminées. L'employé et la régie contribuent au régime à un taux équivalent à 7% du salaire brut régulier.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91	<u>253 286</u>	<u>241 613</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

Le conseil intermunicipal de transport offre à ses employés un plan de retraite sous la forme d'un versement à un REER individuel à un taux maximum de 6% du salaire brut de l'employé.

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	<u>3 618</u>	<u>3 887</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	<u>7</u>	<u>7</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Cotisations des élus au RREM 97	<u>8 145</u>	<u>7 985</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	27 447	26 910
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	6 694	737
100	<u>34 141</u>	<u>27 647</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016

Administration municipale

Dette à long terme	1	13 365 707
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	6 601 874
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	2 654 047
-------------------	---	-----------

Débiteurs	8	481 625
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	16 831 909
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	4 208 583
--	----	-----------

Endettement net à long terme	16	21 040 492
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	451 601
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	77 607
---------------------------	----	--------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	21 569 700
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités		
--	--	--

reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	21 569 700
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques		
--	--	--

(inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
----------------------------------	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2016	2016	2016	2015	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	13 548 900	13 284 898	13 284 898	13 425 285
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	13 548 900	13 284 898	13 284 898	13 425 285
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 157 400	1 161 350	1 161 350	1 104 646
Égout	11	1 529 400	1 536 627	1 536 627	1 491 044
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	1 023 800	1 030 216	1 030 216	1 019 173
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	59 200	58 875	58 875	54 416
Service de la dette	18	657 000	639 735	639 735	1 035 400
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	4 426 800	4 426 803	4 426 803	4 704 679
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	4 426 800	4 426 803	4 426 803	4 704 679
	26	17 975 700	17 711 701	17 711 701	18 129 964

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	900	1 057	931
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	900	1 057	931
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	21 000	19 029	19 960
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	310 500	304 590	309 137
	35	331 500	323 619	329 097
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	332 400	324 676	330 028
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	332 400	324 676	330 028

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	5 262	5 262	
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54	9 897	9 897	2 849
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57			
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		413 049	320 061
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		1 408	1 844
Réseau de distribution de l'eau potable	68		2 202	5 758
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	128 800	134 859	133 326
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			17 593
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	14 100	15 203	17 135
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	42 000	38 100	42 000
Autres	88			2 000
Réseau d'électricité	89			
	90	184 900	203 321	542 566

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98	23 458	23 458	23 458
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		17 516	
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108	150 776	150 776	446 986
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	4 565	4 565	
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	178 799	196 315	470 444

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	184 900	382 120	816 295
				1 013 010

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	53 500	52 842	52 842
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	53 500	52 842	52 842
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149		1 983	1 983
Enlèvement de la neige	150			(228)
Autres	151			8 488
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154		1 983	1 983
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			4 119
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157	384 700	353 877	353 877
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	384 700	353 877	353 877
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176		1 664	1 664
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179		1 664	1 664
Réseau d'électricité	180			
	181	438 200	410 366	410 366

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	8 000	3 800	4 315
Sécurité publique	183		15 250	8 970
Transport				
Réseau routier	184	30 000	25 470	27 099
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		225 311	256 604
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188		92 944	132 532
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	11 900	1 754	2 370
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	589 500	507 610	473 423
Réseau d'électricité	194			
	195	639 400	553 884	905 313
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	1 077 600	964 250	1 247 447
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	24 800	71 552	64 881
Droits de mutation immobilière	198	465 400	1 136 247	988 298
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	490 200	1 207 799	1 053 179
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	116 400	89 646	91 396
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	203			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	220 500	275 193	273 582
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		17 709	(2 879)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			61 201
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres contributions	211			47 895
Autres	212	8 000	64 623	187 708
	213	8 000	82 332	293 925
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2016	Réalizations 2016		Réalizations	Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2016	2015
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	344 800	320 115	659	320 774	320 774	301 260
Greffe et application de la loi	2	354 900	315 187		315 187	315 187	386 316
Gestion financière et administrative	3	986 500	1 031 285	72 252	1 103 537	1 103 537	925 441
Évaluation	4	171 900	153 577		153 577	153 577	254 070
Gestion du personnel	5	149 800	182 713		182 713	182 713	211 287
Autres							
- Autres	6	323 700	196 959		196 959	196 959	226 714
-	7						
	8	2 331 600	2 199 836	72 911	2 272 747	2 272 747	2 305 088
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 925 500	1 585 352		1 585 352	1 585 352	1 711 963
Sécurité incendie	10	1 394 000	1 388 882	142 196	1 531 078	1 531 078	1 457 076
Sécurité civile	11	13 400	10 241		10 241	10 241	1 905
Autres	12						
	13	3 332 900	2 984 475	142 196	3 126 671	3 126 671	3 170 944
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 458 680	1 734 565	894 131	2 628 696	2 628 696	2 400 447
Enlèvement de la neige	15	854 900	661 119	23 348	684 467	684 467	672 459
Éclairage des rues	16	267 590	265 273		265 273	265 273	218 767
Circulation et stationnement	17	244 405	181 276		181 276	181 276	178 251
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 095 200	372 234		372 234	1 483 332	1 484 004
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	3 920 775	3 214 467	917 479	4 131 946	5 243 044	4 953 928

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 134 900	1 143 656		1 143 656	900 789	863 515
Réseau de distribution de l'eau potable	24	423 400	272 046	2 887	274 933	534 953	583 514
Traitement des eaux usées	25	1 282 700	1 158 668	481 961	1 640 629	1 640 629	1 422 432
Réseaux d'égout	26	621 235	419 974	500 628	920 602	920 602	983 107
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	258 950	240 147		240 147	240 147	228 234
Élimination	28	442 750	349 319		349 319	349 319	377 803
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	173 656	206 478		206 478	206 478	176 404
Tri et conditionnement	30	136 444	111 180		111 180	111 180	117 602
Matières organiques							
Collecte et transport	31	58 076	54 293		54 293	54 293	53 752
Traitement	32	17 739	16 583		16 583	16 583	17 367
Matériaux secs	33		3 186		3 186	3 186	3 566
Autres	34						
Plan de gestion	35	22 985	22 983		22 983	22 983	24 825
Autres	36						
Cours d'eau	37	40					
Protection de l'environnement	38	4 925	4 128		4 128	4 128	4 849
Autres	39	41 900	30 532	55 734	86 266	86 266	102 172
	40	4 619 700	4 033 173	1 041 210	5 074 383	5 091 536	4 959 142
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	109 000	107 177		107 177	107 177	108 907
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	109 000	107 177		107 177	107 177	108 907
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	541 835	477 385	3 352	480 737	480 737	455 129
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	122 700	122 712		122 712	122 712	110 799
Tourisme	49		4 827		4 827	4 827	2 115
Autres	50	4 820	726		726	726	726
Autres	51		10 836		10 836	10 836	33 874
	52	669 355	616 486	3 352	619 838	619 838	602 643

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	537 970	497 347	62 082	559 429	559 429	559 386
Patinoires intérieures et extérieures	54	626 497	402 887	2 230	405 117	405 117	392 538
Piscines, plages et ports de plaisance	55	165 450	149 131	9 842	158 973	158 973	168 062
Parcs et terrains de jeux	56	1 450 343	1 204 849	233 090	1 437 939	1 437 939	1 340 618
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	390 520	428 027		428 027	428 027	436 875
	60	3 170 780	2 682 241	307 244	2 989 485	2 989 485	2 897 479
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	51 730	45 206		45 206	45 206	43 244
Bibliothèques	62	435 800	409 179	5 507	414 686	414 686	406 763
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	487 530	454 385	5 507	459 892	459 892	450 007
	67	3 658 310	3 136 626	312 751	3 449 377	3 449 377	3 347 486
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	505 900	378 600		378 600	478 778	531 844
Autres frais	70		14 469		14 469	30 054	36 238
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	41 560	15 537		15 537	17 630	17 743
	73	547 460	408 606		408 606	526 462	585 825
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
74							
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
75		2 345 704	2 489 899	(2 489 899)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Rémunération des élus	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	40
Taux des taxes	41
Questionnaire	43

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville de Pincourt (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2017-07-31

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		17 711 701
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus de taxes	11		17 711 701

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	17 711 701
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>17 711 701</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 822 943		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	58 875		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>1 881 818</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>15 829 883</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2016 ²	1 <u>1 591 883 200</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2016 ²	2 <u>1 599 503 800</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>1 595 693 500</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>15 829 883</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>1 595 693 500</u>
Taux global de taxation réel de 2016	6 , 9 | 9 | 2 | 0 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2016 ²	7 _____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 ²	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	6 917	6 917	25 227
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	304 837	304 837	849 996
Conduites d'égout	4	23 282	23 282	30 813
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 100 000	4 531 491	149 499
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	87 200	14 471	153 060
Autres infrastructures	11		83 524	15 398
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	45 100	117 076	20 473
Édifices communautaires et récréatifs	14	51 950	34 121	535
Améliorations locatives	15			6 114
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	381 000	119 816	1 085 334
Ameublement et équipement de bureau	18	48 400	52 125	155 489
Machinerie, outillage et équipement divers	19	803 550	396 325	377 422
Terrains	20			
Autres	21			
	22	2 517 200	5 680 165	2 869 360

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		6 917	6 917
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			849 996
Conduites d'égout	26		23 282	23 282
Autres infrastructures	27		3 165 706	3 169 526
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			25 227
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30		304 837	304 837
Conduites d'égout	31			30 813
Autres infrastructures	32		1 459 960	317 957
Autres immobilisations	33		719 463	1 645 367
	34		5 680 165	2 869 360

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	17 665 274	1 195 000	1 391 125	17 469 149
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	3 213		733	2 480
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	287 164		89 509	197 655
Autres	6	7 598		6 625	973
	7	17 963 249	1 195 000	1 487 992	17 670 257
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme	9	2 848 741		194 694	2 654 047
Excédent de fonctionnement affecté	10				
Réserves financières et fonds réservés	11				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	2 565 980		137 278	2 428 702
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	11 872 354	1 195 000	1 046 657	12 020 697
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	17 287 075	1 195 000	1 378 629	17 103 446
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	676 174		109 363	566 811
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	676 174		109 363	566 811
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	676 174		109 363	566 811
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	676 174		109 363	566 811
	26	17 963 249	1 195 000	1 487 992	17 670 257
Dette en cours de refinancement	27	()		()	()
Reclassement / Redressement	28				
	29	17 963 249	1 195 000	1 487 992	17 670 257

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale				
Grefte et application de la loi	1	501	501	501
Évaluation	2			
Autres	3	125 600	124 852	109 039
Sécurité publique				
Police	4	6 175	6 175	6 063
Sécurité incendie	5	39 740	39 740	40 800
Sécurité civile	6			
Autres	7	46 000		
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	469 400	190 925	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 134 900	1 143 656	
Matières résiduelles	12	373 400	373 368	356 097
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	4 200	4 128	4 849
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	109 000	107 177	108 907
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18		132 720	138 774
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20		128 265	113 640
Autres	21	272 020	10 836	10 800
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	122 420	108 146	99 113
Activités culturelles	23	19 400	19 431	34 098
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 676 340	2 389 920	1 055 339
				1 022 681

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	17,06	37,50	32 500,00	1 492 796	362 381	1 855 177
Professionnels	2						
Cols blancs	3	25,06	35,00	45 609,20	1 001 137	218 834	1 219 971
Cols bleus	4	59,14	40,00	123 011,20	2 544 093	503 159	3 047 252
Policiers	5						
Pompiers	6	47,00	12,90	31 545,33	544 006	58 927	602 933
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	148,26		232 665,73	5 582 032	1 143 301	6 725 333
Élus	9	7,00			189 608	46 330	235 938
	10	155,26			5 771 640	1 189 631	6 961 271

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14		150 776			150 776
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	193 424	28 023		9 897	231 344
	17	193 424	178 799		9 897	382 120

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+	Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux		Frais de financement	
Administration générale																	
Grefte et application de la loi	1	315 187	27		53	315 187	79		105		315 187	131					
Évaluation	2	153 577	28		54	153 577	80		106		153 577	132					
Autres	3	1 731 072	29	72 911	55	1 803 983	81	3 800	107		1 800 183	133					37 991
	4	2 199 836	30	72 911	56	2 272 747	82	3 800	108		2 268 947	134					37 991
Sécurité publique																	
Police	5	1 585 352	31		57	1 585 352	83		109		1 585 352	135					
Sécurité incendie	6	1 388 882	32	142 196	58	1 531 078	84	68 092	110		1 462 986	136					5 207
Sécurité civile	7	10 241	33		59	10 241	85		111		10 241	137					
Autres	8		34		60		86		112			138					
	9	2 984 475	35	142 196	61	3 126 671	87	68 092	113		3 058 579	139					5 207
Transport																	
Réseau routier																	
Voirie municipale	10	1 734 565	36	894 131	62	2 628 696	88	27 453	114		2 601 243	140					52 175
Enlèvement de la neige	11	661 119	37	23 348	63	684 467	89		115		684 467	141					6 900
Autres	12	446 549	38		64	446 549	90		116		446 549	142					
Transport collectif	13	372 234	39		65	372 234	91		117		372 234	143					
Autres	14		40		66		92		118			144					
	15	3 214 467	41	917 479	67	4 131 946	93	27 453	119		4 104 493	145					59 075
Hygiène du milieu																	
Eau et égout																	
Approvisionnement et traitement de l'eau potable																	
Réseau de distribution de l'eau potable	16	1 143 656	42		68	1 143 656	94		120		1 143 656	146					
Traitement des eaux usées	17	272 046	43	2 887	69	274 933	95		121		274 933	147					
Réseaux d'égout	18	1 158 668	44	481 961	70	1 640 629	96	353 877	122		1 286 752	148					
	19	419 974	45	500 628	71	920 602	97		123		920 602	149					187 311
Matières résiduelles																	
Déchets domestiques et assimilés	20	589 466	46		72	589 466	98		124		589 466	150					
Matières recyclables	21	391 720	47		73	391 720	99		125		391 720	151					
Autres	22	22 983	48		74	22 983	100		126		22 983	152					
Cours d'eau	23		49		75		101		127			153					
Protection de l'environnement	24	4 128	50		76	4 128	102		128		4 128	154					
Autres	25	30 532	51	55 734	77	86 266	103	1 754	129		84 512	155					
	26	4 033 173	52	1 041 210	78	5 074 383	104	355 631	130		4 718 752	156					187 311

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	107 177	172		187	107 177	202		217	107 177	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159		174		189		204		219		234	
	160	107 177	175		190	107 177	205		220	107 177	235	
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	477 385	176	3 352	191	480 737	206		221	480 737	236	
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237	
Promotion et développement économique	163	128 265	178		193	128 265	208		223	128 265	238	
Autres	164	10 836	179		194	10 836	209		224	10 836	239	
	165	616 486	180	3 352	195	619 838	210		225	619 838	240	
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	2 682 241	181	307 244	196	2 989 485	211	505 328	226	2 484 157	241	119 022
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	409 179	182	5 507	197	414 686	212	3 946	227	410 740	242	
Autres	168	45 206	183		198	45 206	213		228	45 206	243	
	169	3 136 626	184	312 751	199	3 449 377	214	509 274	229	2 940 103	244	119 022
Réseau d'électricité												
	170		185		200		215		230		245	
	171	16 292 240	186	2 489 899	201	18 782 139	216	964 250	231	17 817 889	246	408 606

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	5 680 165	2 831 521
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	5 680 165	2 831 521

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Yvan Cardinal	51 615	16 716
Jim Miron	15 782	7 141
Denise Bergeron	14 283	7 141
Diane Boyer	15 183	7 591
Sam Ierfino	14 283	7 141
Alexandre Wolford	14 283	7 141
René Lecavalier	14 283	7 141

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	3 100 983	7 996 420
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	3 100 983	7 996 420
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	3 383 273	2 525 143
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(183 735)	(1 295 113)
Activités d'investissement	6	(196 538)	(273 125)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(335 112)	(5 677 342)
Réserves financières et fonds réservés	8	(325 000)	(175 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	2 342 888	(4 895 437)
Solde à la fin de l'exercice	12	5 443 871	3 100 983
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	6 390 639	1 136 876
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	6 390 639	1 136 876
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(567 360)	(386 574)
Activités d'investissement	17	(12 398)	(37 005)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	335 112	5 677 342
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(244 646)	5 253 763
Solde à la fin de l'exercice	22	6 145 993	6 390 639
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	978 902	991 347
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(71 920)
Solde redressé au début de l'exercice	25	978 902	919 427
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	260 788	211 231
Activités d'investissement	27	(272 514)	(326 756)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	325 000	175 000
Financement des investissements en cours	29	28 669	
	30	341 943	59 475
Solde à la fin de l'exercice	31	1 320 845	978 902

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	2016	2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (18 245)	(25 984)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (18 245)	(25 984)
Affectations		
Activités de fonctionnement - Augmentation	35 ()	()
Activités de fonctionnement - Diminution	36 14 763	7 739
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37 ()	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	
Solde à la fin de l'exercice	39 (3 482)	(18 245)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	40 (2 913 496)	(1 620 109)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41	
Solde redressé au début de l'exercice	42 (2 913 496)	(1 620 109)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43 (3 659 709)	(1 293 387)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44	
Excédent de fonctionnement affecté	45	
Réserves financières et fonds réservés	46 (28 669)	
	47 (3 688 378)	(1 293 387)
Solde à la fin de l'exercice	48 (6 601 874)	(2 913 496)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	49 41 825 039	38 598 303
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50	
Solde redressé au début de l'exercice	51 41 825 039	38 598 303
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	52	
Excédent de fonctionnement affecté	53	
Financement à long terme des activités d'investissement	54 (1 195 000)	(104 759)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55 1 171 167	2 812 519
Variation résiduelle de l'exercice	56 3 104 235	518 976
Solde à la fin de l'exercice	57 44 905 441	41 825 039

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 750 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>509-9</u>	2 325 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>2 075 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u><u>2 075 000</u></u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 7 | □ 0 | □ 8 | □ 5 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 8 | □ 1 | □ 6 | □ 3 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 2 , □ 6 | □ 2 | □ 1 | □ 3 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 4 | □ 1 | □ 7 | □ 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	1 | 8 | 7 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	2 | 6 | 1 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	| | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	1 | 9 | 1 | , | 0 | 0 | \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Service de la dette / usine eau potable	,0924	2	
Service de la dette / usine eaux usées	,0002	2	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30	.....
Facteur comparatif de 2016	31	.....
Valeur uniformisée	32	_____	
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input type="checkbox"/>	34 <input checked="" type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	_____ \$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	_____ \$	
b) Dépenses d'investissement	37	_____ \$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	_____ \$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :			
a) Numéro de la résolution	39	_____	
b) Date d'adoption de la résolution	40	_____	
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	46
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	47
Calcul de certains revenus de taxes	48
Taux des taxes	50
Taux global de taxation prévisionnel	51
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	54
Questionnaire	56

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	13 432 200
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	13 432 200

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 169 700
Égout	11	1 544 500
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	1 035 400
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	54 400
Service de la dette	18	682 400
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	4 486 400
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	4 486 400
	26	17 918 600

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	1 100
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	1 100

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	19 000
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	292 100
	9	311 100

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	312 200

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	312 200

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 1 468 150 451	X 5 0,7085	/100\$ 6 10 401 800				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 23 176 200	X 8 0,8163	/100\$ 9 189 200				
Immeubles non résidentiels	10 102 260 058	X 11 2,6213	/100\$ 12 2 680 500				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 11 340 704	X 20 1,4170	/100\$ 21 160 700				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25 13 432 200	26 ()	27 ()	28	29 13 432 200
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2 /100\$	3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5 /100\$	6								
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8 /100\$	9								
Immeubles non résidentiels 10	X	11 /100\$	12								
Immeubles industriels 13	X	14 /100\$	15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 16	X	17 /100\$	18								
Autres 19	X	20 /100\$	21								
Immeubles agricoles 22	X	23 /100\$	24								
Total			25					26 (.....	27 (.....	28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31 /100\$	32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34 /100\$	35								
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37 /100\$	38								
Immeubles non résidentiels 39	X	40 /100\$	41								
Immeubles industriels 42	X	43 /100\$	44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 45	X	46 /100\$	47								
Autres 48	X	49 /100\$	50								
Immeubles agricoles 51	X	52 /100\$	53								
Total			54					55 (.....	56 (.....	57	58
	<u>Valeur locative imposable</u>										
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60 %	61	62 (.....	63 (.....	64	65				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	1 | 8 | 7 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	2 | 6 | 1 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	| | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	1 | 9 | 1 | , | 0 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Service de la dette/usine eau potable	0,0942	2	
Service de la dette/usine eaux usées	0,0002	2	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>17 918 600</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	.....
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	.....
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	.....
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	.....
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	.....
	10	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>17 918 600</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	17 918 600
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	.....
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	.....
Total partiel	4	17 918 600
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	.....
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	.....
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 955 987
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	54 400
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	.....
	10	2 010 387
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	11	15 908 213

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation
prévisionnel 1 15 908 213

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les
revenus de la taxe foncière générale 2 1 604 927 413

Taux global de taxation prévisionnel de 2017

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3

	0
--	---

 ,

9	9	1	2
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	2 680 500			160 700	189 200	
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	238 229			61 760	4 718	
Autres	5	228 468				391 664	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	3 147 197			222 460	585 582	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>Résidentielles</u>	<u>Résiduelle Agriculture Résidences</u>	<u>Autres</u>	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	10 401 800			13 432 200
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	377 693			682 400
Autres	13	3 129 468			3 749 600
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	13 908 961			17 864 200

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16	_____	\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17	_____	\$
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	21 764 599	\$
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	1 436 600	\$
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	502 800	\$
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	261 805	\$

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 919, chemin Duhamel
(no) (rue)
Pincourt J7W 4G8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 453-8981
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-0934
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dgpincourt@videotron.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Nathalie Boisvert

Téléphone (514) 453-8981
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-0934
(ind. rég.) (numéro)

Courriel n.boisvert@villepincourt.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue St-Charles, bureau 102
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Nathalie Boisvert , atteste que le rapport financier consolidé de Pincourt pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-08-08 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Pincourt .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Pincourt consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Pincourt détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de 1 388 086 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de ,9920 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-08-02 18:13:01

Date de transmission au Ministère : 2017/08/09